

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 4

Artikel: Inclusion : le sommet de la hiérarchie doit montrer l'exemple
Autor: Aecherli, Helene
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977694>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Femmes dans l'armée

Inclusion : Le sommet de la hiérarchie doit montrer l'exemple

Helene Aecherli

Rédactrice du journal *Annabelle*

La conseillère fédérale Viola Amherd appelle à l'inclusion des femmes - et donc à un changement culturel fondamental dans l'armée. Parce que la sécurité ne doit plus être l'affaire des hommes. Il y a un grand angle mort dans les débats passionnés sur la politique d'égalité des sexes : l'armée.

Ce n'est pas particulièrement surprenant - il est considéré comme le concentré de l'attitude économiquement conservatrice qui a façonné la Suisse à ce jour; comme une institution qui appartient à nulle autre à l'ADN de la nation, au troupeau des «vaches sacrées». Et à ce jour, personne ne semble oser s'approcher du bétail aux couleurs de camouflage. Et ce malgré le fait que l'armée coûte aux contribuables plus de cinq milliards de francs par an, soit environ un milliard et demi de plus que l'agriculture et l'alimentation. Il est donc temps de mettre l'armée sur le radar et de se demander : qu'en est-il réellement des femmes ?

Un état des lieux : Depuis l'entrée en vigueur d'Armée XXI en 2004, les femmes ont été admises dans toutes les branches des forces armées sur une base volontaire. Cependant, leur part reste marginale, elle est actuellement de 0,8 %, et est donc même dix fois inférieure à la proportion - également beaucoup trop faible - de femmes sur les moquettes des 100 entreprises au chiffre d'affaires le plus élevé. Exprimé en chiffres absolus, cela signifie : Sur le total actuel de 143'372 membres de l'armée, 1'253 sont des femmes. Cela place la Suisse au bas de la liste en Europe. En Allemagne, la proportion de femmes dans les forces armées est d'environ 13 %, en France de 20 %, en Belgique de 9 % et en Autriche d'au moins 4 %. Cela ne semble vraiment irriter personne. Le ministre de la Défense Ueli Maurer, qui avait promis à la Nation « la meilleure armée du monde » en 2008, n'a pas répondu, pas plus que son successeur et collègue de parti Guy Parmelin huit ans plus tard. Les femmes, semble-t-il, ont simplement été ignorées.

« Chaque Suisse est astreint d'effectuer son service militaire », dit la Constitution fédérale. Les femmes étaient et ne sont pas destinées ici. La conscription générale, cette union personnelle de citoyen et de soldat, est unique au monde et a été le programme le plus réussi pour promouvoir l'identité nationale - l'identité masculine, notamment depuis la fondation de l'Etat fédéral en 1848. « *Le système de milice basé sur cet ancien style a en fait été capable de tenir jusqu'à ce jour. Avec l'Armée de 61 et un effectif de plus de 600'000 hommes, elle a été utilisée avec succès jusque dans les années 1990 et était très appréciée au niveau international* », souligne Stefan Holenstein, président de la Société suisse des officiers (SSO). « *Vous pouviez simplement vous permettre de vous passer des femmes* ». Ce n'est pas que les femmes n'aient pas joué un rôle dans l'armée. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elles ont servi comme ambulancières, éclaireurs et secrétaires, s'occupaient des réfugiés ou étaient chargés de garder les pigeons voyageurs. Mais les femmes avaient vraiment dû se battre pour avoir accès à ce bastion masculin. Comme l'a écrit l'avocate et journaliste Sibilla Bondolfi dans sa thèse « Conscription et société », le service civil n'a été fondé qu'à la demande incessante des femmes en 1939 et, un an plus tard, le service complémentaire féminin (SCF), rebaptisé par la suite les Femmes dans l'armée (FDA).

Certaines femmes espéraient probablement que leur travail bénévole dans l'armée ouvrirait la voie au droit de vote et d'élection. Parce qu'à cette époque, seuls les conscrits jouissaient de droits politiques : uniquement les hommes. En d'autres termes : parce que les femmes n'ont pas fait le service militaire, ce qu'elles n'étaient pas du tout autorisées à faire, elles se sont vu refuser le droit civil fondamental de participation politique pendant des décennies ; une bonne réglementation, on pourrait dire aussi perfide pour la protection d'une autre vache sacrée dans ce pays : le patriarcat. Aujourd'hui, cependant, en l'an 51 après l'introduction du droit de vote et de suffrage des femmes, le bastion militaire ouvre littéralement les

portes aux femmes, les courtisant avec des offensives de charme et des campagnes de relations publiques. « *La situation a changé* », a déclaré le président de la SSO, Stefan Holenstein. « Nous ne pouvons plus continuer comme avant et renoncer pratiquement volontairement au potentiel de *plus de 50 % de la population* ».

Parce que l'armée a un problème d'acceptation, et par conséquent aussi un problème de personnel. Il exprime une difficulté croissante à trouver suffisamment de conscrits. Pour de nombreux jeunes hommes, l'école de recrues de 18 semaines n'est plus compatible avec l'apprentissage ou les études ; beaucoup voient les cours de répétition comme des « tueurs de carrière ». Ces dernières années, les soldats ont littéralement fui l'armée : soixante pour cent ne terminent pas leur service et chaque année des milliers partent. Une étude de l'Académie militaire de l'EPFZ en montre les principales raisons : mauvaise gestion des supérieurs hiérarchiques, incompatibilité du service avec la vie civile, manque de motivation pour la vie militaire quotidienne. De plus en plus d'hommes se tournent également vers le service civil à la communauté, apparemment parce qu'ils voient simplement plus de sens à s'occuper des personnes dans les foyers pour personnes âgées ou handicapées. Si l'effusion de sang se poursuit sans entrave, l'armée estime qu'il lui manquera environ 35'000 « hommes » d'ici 2030, soit un quart de son effectif actuel. Pour contrer cette tendance, elle ose désormais - sous la houlette de la patronne de DDPS Viola Amherd, la première femme Ministre de la Défense - avancer d'un pas que le secteur privé a fait, bien avant elle : augmenter la proportion de femmes.

Maintenant, on pourrait argumenter : si les hommes échouent, les femmes doivent soudainement prendre des mesures. Mais Viola Amherd ne veut rien savoir des palliatifs, à l'aide desquels les « problèmes d'alimentation », comme on les appelle dans le jargon militaire, sont résolus. Au contraire : « Les femmes apportent des connaissances et des perspectives différentes parce qu'elles ont des expériences de vie différentes », explique la Conseillère fédérale. « *Nous avons besoin de plus de diversité, plus de points de vue qui mènent à de nouvelles idées innovantes. Notre objectif est d'avoir le plus grand bassin possible de compétences et de compétences différentes. C'est essentiel pour une armée du XXI^e siècle* ». Afin de souligner son intention, elle a chargé le groupe de travail du DDPS « Les femmes dans l'armée » de préparer un rapport sur « L'augmentation de la proportion de femmes dans l'armée » - qui devait être publié le 8 mars, Journée internationale de la femme. Dans son catalogue de mesures, le rapport énumère - c'est carrément révolutionnaire - entre autres, le développement de modèles de service alternatifs, des postes à temps partiel pour les militaires professionnels, par exemple, ou la création de crèches. « *Si l'armée veut les bonnes personnes, dit décidément Viola Amherd, elle doit être un employeur moderne* ».

La proportion de femmes doit être portée à dix pour cent d'ici 2030 - un taux modeste à première vue. « *Croyez-moi, j'aimerais avoir 50 pour cent* », déclare Hans-

Peter Walser, chef du Commandement de l'Instruction et adjoint au Chef de l'armée. « *Mais étant donné notre part actuelle de femmes d'un peu moins d'un pour cent, dix pour cent est en fait trop ambitieux. Nous nous sommes fixés cette norme pour que nous soyons obligés de nous ressaisir* ». Après tout, une armée de milice qui ne reflète que la partie masculine de la population n'est « tout simplement plus à jour ». Hans-Peter Walser est convaincu que plus de femmes promettent un niveau plus élevé et un meilleur ancrage dans la population. Aussi, parce que les femmes, précisément parce que le service est volontaire pour elles, ont tendance à s'y tenir, sont plus ambitieuses. Alors que seulement un bon 25 pour cent des hommes continuent, les deux tiers des femmes visent un poste de direction militaire. Le soutien à ce changement culturel souhaité vient même du côté traditionnellement critique pour l'armée. Priska Seiler Graf, conseillère nationale et coprésidente du Parti socialiste du canton de Zurich, avait soulevé il y a deux ans au Parlement la question de l'augmentation de la proportion de femmes dans l'armée. Elle dit : « *Si elle parvient à inclure les femmes, je vois des chances que l'armée s'améliore. Les femmes pourraient changer la donne* ». Cependant, selon Seiler Graf, il est impératif que l'inclusion des femmes soit prise au sérieux et que la plus haute autorité en soit l'exemple. « *Les femmes doivent avoir le sentiment que vous les voulez en raison de leurs compétences - pas seulement en tant que têtes d'affiche pour les campagnes de relations publiques* ».

Mais comment ce changement est-il censé s'opérer dans une organisation qui est un rocher monolithique d'hyper-masculinité depuis plus d'un siècle ? « *L'inclusion des femmes dans l'armée est importante en termes de politique sécuritaire et urgente pour l'avenir de l'armée de milice. Cela signifie d'énormes changements. C'est pourquoi il y a une grande résistance* », explique Tamara Moser, première femme à siéger au comité de la Société suisse des officiers et responsable de leur projet « Armée et inclusion des femmes ». « *Le changement culturel nécessaire doit être illustré par le haut. Il est important que le Chef de l'armée prône systématiquement et clairement l'inclusion des femmes et que les mesures structurelles nécessaires soient prises* ». L'avocate et responsable de la communication de 39 ans est maître de conférences en éthique et droit de la vie civile et major dans l'armée ; elle sert dans l'Etat-major de l'armée. Elle est entrée dans l'armée il y a une bonne vingtaine d'années car, comme tous les Suisses, elle voulait faire son service pour la société.

Mais aussi, « *parce que j'espérais que je n'aurais plus jamais à discuter si je devais et pouvais faire quelque chose simplement parce que je suis une femme* ». Qu'elle doive encore le faire lui montre à quel point il est important que les femmes dans l'armée ne soient plus des exceptions. Au nom de la SSO, elle exige non seulement des ajustements structurels dans les casernes, des uniformes adaptés au corps des femmes et un langage adapté au genre, mais surtout une approche systématique des « préjugés inconscients », des préjugés inconscients - ainsi que des sanctions dans les cas de violations correspondantes.

Parce que quiconque ne voit fondamentalement ou inconsciemment que des êtres ayant besoin de protection dans les membres féminins de l'armée, qui peuvent être gentils ou compétents, mais jamais gentils et compétents, ne verra jamais le soldat à côté d'eux dans le champ de tir ou dans le commandement. sur un pied d'égalité. Ces préjugés, mais aussi la maladresse avec laquelle les femmes sont traitées dans l'armée - où la dynamique de groupe et le comportement de meute jouent le rôle le plus important - font souvent du quotidien des femmes soldats un défi. Le problème est reconnu, au moins au sommet. En termes de sexisme et de discrimination, il y a une tolérance zéro dans la formation, explique le responsable de la formation, Hans-Peter Walser. *« Je vais m'en sortir »*. Grâce à cette attitude, assure-t-il, la culture n'a cessé de s'améliorer au sein des différentes branches des forces armées ces dernières années.

Une grande question demeure cependant, malgré tout. A savoir la question du pourquoi. Pourquoi les femmes devraient-elles se porter volontaires dans l'armée et endurer la sueur, l'exercice et les pieds endoloris pendant des semaines? Parce que cela donne aux femmes la possibilité de sortir de leur bulle et de rencontrer des personnes d'autres horizons, les femmes dans l'armée ont été entendues. Elles parlent de croissance personnelle, du courage que vous avez acquis pour vous tenir devant les gens et vous exprimer, de la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences - conduire un camion, par exemple - de la possibilité d'acquérir une expérience de *leadership* ou d'être formé aux situations d'urgence. Pourtant, ce sont des paroles de femmes que l'armée a déjà conquises. Mais qu'en est-il des 99,2 % restantes? Pour un déploiement dans l'armée, il faut avant tout une motivation intrinsèque; la volonté d'agir dans le cadre d'un système pour la société dans son ensemble. Car l'armée n'est pas un terrain d'aventure, mais le plus grand instrument de sécurité d'un pays, pour lequel des citoyens en uniforme donnent leur vie dans le cas le plus extrême. C'est du moins le concept initial. Mais pour que les femmes (et les hommes) soient motivées pour cette idée militaire de base, la chose doit avant tout avoir du sens, avoir une valeur. Et nous voilà sur le thème de la protection et de la sécurité. Parce que ni l'un ni l'autre n'est une évidence - cela n'a jamais été et ne sera jamais. « A cet égard, « Helping Hands », la formation liée à la mission CORONA dans les Ecoles de recrues l'année dernière, n'a pas seulement jeté un nouvel éclairage sur l'utilité de l'armée. Elle a également montré que les gens peuvent être motivés à travailler pour le bien de leurs concitoyens - même en période d'hyper-individualisme généralisé.

C'est précisément à ce moment qu'intervient une motion du PLR, qui demande que soit examinée la mise en place d'un « service citoyen » obligatoire. L'initiative non partisane « Service Citoyen » poursuit un objectif similaire. Elle milite pour un renouveau de l'idée de milice: que les femmes et les hommes sont également tenus de travailler pour le bien commun. L'initiative doit être lancée en septembre. Le DDPS elle-même aimerait présenter de nouveaux modèles de service obligatoire à la fin de l'année - et donc probablement remettre sur



Tri des patients. Photo © DDPS.

la table la conscription pour les femmes. L'une des plus éminentes défenseuses est Babette Sigg, présidente des Femmes du Centre (l'ancien PDC NdLR) - même si cela, comme elle le dit, « fait d'elle une traîtresse à la cause de la femme ». Car on considère généralement que cette demande n'a pas de chance de succès, tant que les femmes sont défavorisées en termes d'égalité de rémunération et de retraite. *« Mais pour moi, une chose n'a rien à voir avec l'autre »*, explique-t-elle. Au contraire, le service militaire obligatoire pour les femmes comblerait un fossé en matière d'égalité. *« Parce que la conscription uniquement pour les hommes est la seule inégalité légalement ancrée qui existe encore en Suisse »*. Le « modèle norvégien » sert de modèle possible. En 2016, la Norvège a été le premier Etat de l'OTAN -et l'un des pays les plus égalitaires au monde- à étendre sa conscription générale à la population féminine. Sa devise est: « Tout le monde doit le faire, mais nous ne prenons que le meilleurs, » comme l'explique Per-Thomas Bøe, porte-parole des Forces armées norvégiennes. Les employés d'un an sont tenus par la loi de soumettre une auto-évaluation de leurs compétences et de leurs résultats scolaires. Sur environ 70'000 candidatures, 20'000 sont invitées à être recrutées, dont la moitié sont finalement retenues pour servir dans les forces armées. *« C'est ainsi que nous gérons, explique Per-Thomas Bøe, afin d'attirer les meilleurs et les plus motivés »*.

La Suisse adopterait difficilement le modèle norvégien 1:1, mais l'adapterait aux besoins locaux. En tout cas, la conseillère fédérale Viola Amherd veut examiner toutes les options « sans œillères ». Elle veut inclure les femmes dans la discussion actuelle. Pour cette raison, le DDPS va prochainement commander une étude externe qui clarifie des questions telles que: « Quelle image les femmes ont-elles de l'armée? », « Dans quelles conditions s'inscriraient-elles pour servir dans l'armée? Et surtout: « Comment doit être conçue l'armée du futur? L'intention même d'écouter les femmes en matière militaire est déjà progressiste. Ce serait carrément révolutionnaire si leurs voix dictaient parfois la direction de la marche.

H. A.

NdLR: Ceci est une version abrégée de l'article « En avant, mars! » paru dans le magazine *Annabelle* le 25 juin 2021.



Toutes les photos © ZEM / DDPS.



